

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/203870]

7 JUILLET 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif à la licence de fourniture d'électricité et l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 2003 relatif à la licence de fourniture de gaz

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, l'article 30 modifié par les décrets du 3 février 2005, du 17 juillet 2008 et du 11 avril 2014;

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, l'article 30 modifié en dernier lieu par le décret du 20 mai 2015;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif à la licence de fourniture d'électricité;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 2003 relatif à la licence de fourniture de gaz;

Vu l'avis CD-15j22-CWaPE-1544 de la CWaPE, donné le 23 octobre 2015;

Vu le rapport établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 59.420/4 du Conseil d'État, donné le 8 juin 2016, en application de l'article 84,

§ 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Énergie;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications apportées à l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif à la licence de fourniture d'électricité*

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er}, 2° et 3°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif à la licence de fourniture d'électricité, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2006, le mot « éligibles » est à chaque fois remplacé par le mot « finals ».

Art. 2. Dans l'article 4 du même arrêté, les mots « concordat judiciaire » sont remplacés par les mots « réorganisation judiciaire ».

Art. 3. Dans l'article 5, 2°, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2006, les mots « personnellement ou dont un des administrateurs ou membre du comité de direction » sont insérés avant les mots « ont commis une faute grave ».

Art. 4. Dans l'article 6, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1°, les mots « datée de moins de trois mois au jour de l'introduction de la demande, » sont insérés entre les mots « une attestation » et les mots « délivrée par une instance »;

b) le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° pour les cas prévus par l'article 5, 1°: un extrait du casier judiciaire ou un document reconnu comme équivalent par la CWaPE, daté de moins de trois mois au jour de l'introduction de la demande, délivré par l'autorité judiciaire ou administrative d'où il résulte qu'il est satisfait à l'exigence prescrite; »;

c) au 3°, les mots « datée de moins de trois mois au jour de l'introduction de la demande, » sont insérés entre les mots « une attestation » et les mots « délivrée par l'autorité compétente ».

Art. 5. A l'article 7 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2006 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les mots « établi conformément à la législation applicable dans l'Etat membre où le demandeur est établi » sont abrogés;

2° le paragraphe 2 est abrogé;

3° dans le paragraphe 5, les mots « Toutefois, s'il envisage de se faire assister dans son activité de fourniture par une société spécialisée, il transmet à la CWaPE l'attestation de l'existence du contrat conclu avec cette société spécialisée, ainsi que tout document attestant de l'expérience de celle-ci dans le domaine de la fourniture d'électricité. » sont abrogés.

Art. 6. L'article 10 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 10. Les capacités financières sont notamment établies sur base des comptes annuels des trois derniers exercices comptables ou, à défaut, à l'aide :

1° du plan financier;

2° de déclarations bancaires mentionnant le montant des avoirs financiers. ».

Art. 7. Dans l'article 11 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2006, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 8. A l'article 11bis du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2006 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « Sauf demande motivée de la CWaPE, » sont insérés avant les mots « Le demandeur d'une licence » ;

2° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est abrogé ;

3° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le demandeur d'une licence limitée en vue d'assurer sa propre fourniture ne fournit pas les éléments de preuve visés aux articles 9, 10 et 11, sauf sur demande motivée de la CWaPE. ».

Art. 9. Dans l'article 11ter du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2006, l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « actifs en Belgique ».

Art. 10. L'article 12 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mars 2015, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 12. § 1^{er}. La demande d'octroi d'une licence est adressée par lettre recommandée ou remise contre accusé de réception au siège de la CWaPE.

Le demandeur joint à la demande tous les documents attestant ou certifiant qu'il satisfait aux critères d'octroi. La demande intègre, en outre, une description du segment de marché, professionnel et résidentiel, visé ainsi qu'une référence à la date à laquelle le demandeur envisage de démarrer activement son activité de fourniture.

§ 2. Si le demandeur souhaite introduire simultanément une demande d'octroi de licence de gaz en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 2003 relatif à la licence de fourniture de gaz, il peut introduire une demande conjointe de licence de fourniture d'électricité et de licence de fourniture de gaz. Sauf avis contraire de la CWaPE, les éléments de preuves relatifs aux critères relatifs à la localisation, à l'honorabilité, à l'expérience professionnelle, à la capacité financière et à la qualité de l'organisation, sont réputés communs aux deux licences faisant l'objet de sa demande conjointe. ».

Art. 11. A l'article 15 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2006 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mars 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « article 34, 2°, du décret » sont remplacés par les mots « article 34bis du décret » ;

2° dans l'alinéa 2, les mots « de la réception de la demande ou, le cas échéant, de la réception des compléments obtenus en application de l'article 14 » sont remplacés par les mots « de l'accusé de réception visé à l'article 14 actant le caractère complet de la demande. ».

Art. 12. Dans l'article 16 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2006 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mars 2015, les mots « délai de deux mois » sont remplacés par les mots « délai d'un mois ».

Art. 13. Dans le Chapitre III du même arrêté, sont insérés les articles 16bis à 16 quater, rédigés comme suit :

« Art. 16bis. La CWaPE peut établir et imposer un modèle de dossier de demande de licence à respecter par le demandeur d'une licence de fourniture.

Art. 16ter. Par dérogation au Chapitre II, pour les titulaires d'une licence de fourniture de gaz octroyée en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 2003 relatif à la licence de fourniture de gaz, les critères d'octroi de la licence relatifs à la localisation, à l'honorabilité, à l'expérience professionnelle, aux capacités financières et à la qualité de l'organisation sont réputés rencontrés.

Art. 16quater. § 1^{er}. Si le demandeur envisage de se faire assister dans son activité de fourniture par une société spécialisée, notamment en vue d'appuyer ses capacités techniques et professionnelles propres, il transmet à la CWaPE l'attestation de l'existence du contrat conclu avec cette société spécialisée, ou, à défaut, une déclaration d'intention signée par les deux parties. La CWaPE peut demander que les éléments de preuves visés aux articles 7, 9 et 11 lui soient rapportés dans le chef de cette société spécialisée. La CWaPE apprécie ces éléments de preuve en tenant compte de la nature de l'appui fourni par cette société spécialisée.

§ 2. Si la CWaPE le juge opportun au regard notamment des capacités techniques, professionnelles ou financières particulières du demandeur, elle peut exiger une lettre de patronage, dont elle peut imposer le modèle, émanant d'une société liée au demandeur.

§ 3. Si la CWaPE le juge nécessaire au regard de la situation du demandeur, elle peut enjoindre au demandeur de fournir d'autres éléments de preuve reconnus par elle-même comme équivalant à ceux décrits au Chapitre II. ».

Art. 14. Dans le même arrêté il est inséré un Chapitre IIIbis comportant l'article 16quinquies, rédigé comme suit :

« Chapitre IIIbis - Dispositions spécifiques aux titulaires d'une licence accordée au niveau fédéral, dans une autre région ou dans un autre Etat membre de l'Espace Économique Européen

Art. 16quinquies. Par dérogation au Chapitre II, pour les titulaires d'une licence accordée au niveau fédéral, dans une autre région ou dans un autre Etat membre de l'Espace économique européen, les critères d'octroi de la licence relatifs à l'honorabilité, à l'expérience professionnelle, aux capacités financières et à la qualité de l'organisation sont réputés rencontrés.

Le demandeur joint à la demande visée à l'article 12 une copie de la licence accordée au niveau fédéral, dans une autre région ou dans un autre Etat membre de l'Espace économique européen, ainsi qu'une déclaration sur l'honneur attestant de la validité de cette licence et reprenant la durée de validité de cette licence. La CWaPE peut établir et imposer un modèle de déclaration sur l'honneur.

Le demandeur démontre que la licence accordée au niveau fédéral, dans une autre région ou dans un autre Etat membre de l'Espace économique européen dont il est titulaire est d'une portée équivalente à la catégorie, au sens de l'article 30, § 3, du décret, de la licence faisant l'objet de sa demande.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, si la CWaPE le juge nécessaire au regard de la situation du demandeur, elle peut enjoindre au demandeur de fournir les éléments de preuve attestant du respect d'un ou plusieurs critères d'octroi de la licence visés aux articles 2 à 11ter. ».

Art. 15. A l'article 17 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « 31 mai » sont remplacés par les mots « 30 juin »;

2° l'article est complété par les mots « Le rapport détaillé intègre au moins le rapport d'activité annuel lorsque que celui-ci est disponible et les comptes annuels du titulaire correspondant à l'exercice précédant celui de la date de transmission du rapport. ».

Art. 16. Dans l'article 19 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2006 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mars 2015, les mots « fusion ou scission » sont remplacés par les mots « fusion, scission, ou transfert de branche d'activité ».

Art. 17. Dans l'intitulé du Chapitre V, les mots « du renouvellement » sont remplacés par les mots « de la révision, de la renonciation ».

Art. 18. Dans l'article 20 du même arrêté, les mots « que sur demande faite par le titulaire moyennant préavis de quatre mois au moins ou à la suite de la constatation » sont remplacés par le mot « qu'à la suite de la constatation ».

Art. 19. L'article 21 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mars 2015, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 21. § 1^{er}. Le titulaire d'une licence qui veut renoncer à sa licence introduit sa demande auprès de la CWaPE par envoi recommandé et moyennant préavis de quatre mois au minimum. La demande indique avec précision la façon dont il sera satisfait aux obligations visées au paragraphe 2.

§ 2. La renonciation est subordonnée au transfert de la clientèle à un ou plusieurs autres fournisseurs d'électricité titulaires d'une licence de fourniture en Région wallonne et à la notification préalable à chacun des clients de l'identité et de l'adresse du nouveau fournisseur. Trente jours avant la date du transfert, le fournisseur cessionnaire de la clientèle notifie aux clients ses conditions de fourniture.

A défaut de contrat dûment signé avec le fournisseur cessionnaire de la clientèle, le délai de préavis imposé au client par le fournisseur cessionnaire de la clientèle pour changer de fournisseur est d'un mois.

§ 3. La CWaPE notifie sa décision par recommandé dans un délai de deux mois à dater de la réception de la demande et en publie un extrait sur son site internet. Elle informe l'administration de sa décision. ».

Art. 20. A l'article 23 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2006 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mars 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, les mots « ou le renouvellement » sont abrogés;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « et que le nom et l'adresse du titulaire restent inchangés » sont abrogés;

3° dans le paragraphe 2, l'alinéa 2 est abrogé;

4° dans le paragraphe 3, les mots « un mois » sont remplacés par les mots « deux mois »;

5° dans le paragraphe 3, les mots « , au renouvellement » sont abrogés.

Art. 21. Dans le Chapitre V du même arrêté, il est inséré un article 23bis rédigé comme suit :

« Art. 23bis. Lorsque le titulaire d'une licence de fourniture souhaite changer le type de sa licence, il adresse une demande de révision de licence auprès de la CWaPE par envoi recommandé ou remise contre accusé de réception.

La CWaPE examine la demande de révision de licence selon la procédure définie au Chapitre III.

Par dérogation au Chapitre II, la CWaPE peut dispenser le demandeur de fournir les éléments de preuve qui ont déjà été fournis lors de la procédure d'octroi de la licence initiale ou dans le cadre du rapport détaillé prévu à l'article 17. ».

Art. 22. L'article 24 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mars 2015, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 24. Les décisions, visées aux articles 21 à 23bis, de retrait, de révision, de renonciation ou de maintien d'une licence qui fait suite à un changement de nom ou d'adresse de son titulaire sont publiées par extrait sur le site internet de la CWaPE. ».

Art. 23. A l'article 25 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « , le cas échéant, dans le cadre d'une procédure légale en cours, » sont insérés entre les mots « est tenu » et les mots « de transférer »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « fournisseur désigné » est remplacé par les mots « fournisseur cessionnaire de la clientèle ».

Art. 24. L'article 25bis du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2006, est abrogé.

Art. 25. L'article 25ter du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2006 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mars 2015, est abrogé.

Art. 26. L'article 30 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2006, est abrogé.

CHAPITRE II. — *Modifications apportées à l'arrêté du Gouvernement du 16 octobre 2003 relatif à la licence de fourniture de gaz*

Art. 27. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 2003 relatif à la licence de fourniture de gaz, le mot « CWaPE » est remplacé par le mot « CWaPE ».

Art. 28. Dans l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2006, les modifications suivantes sont apportées :

- a) dans le 2^o, les mots « clients éligibles » sont remplacés par les mots « clients finals »;
- b) dans le 3^o, les mots « clients éligibles » sont remplacés par les mots « clients finals »;
- c) dans le 4^o, le mot « ou » est abrogé;
- d) le 4^o est complété par les mots « et une licence limitée en vue d'assurer sa propre fourniture »;
- e) l'article est complété par un 7^o rédigé comme suit :

« 7^o « licence limitée en vue d'assurer sa propre fourniture »: la licence dont est titulaire :

a) tout autoproducteur qui utilise les réseaux de transport et/ou de distribution en vue d'alimenter en gaz ses autres sièges ou établissements situés en Région wallonne;

b) tout client final qui utilise les réseaux de transport et/ou de distribution en vue de s'alimenter lui-même en gaz et achète à ce titre le gaz auprès d'une bourse ou auprès d'un vendeur qui ne dispose pas d'une licence de fourniture en Région wallonne, à moins que ce client final ait conclu un accord écrit avec un fournisseur, titulaire d'une licence de fourniture en Région wallonne, par lequel celui-ci s'engage à traiter ce gaz comme si elle était intégrée à ses propres fournitures au regard de toutes les obligations qui lui incombent par ou en vertu du décret ou de ses arrêtés d'exécution. ».

Art. 29. Dans l'article 4 du même arrêté, les mots « concordat judiciaire » sont remplacés par les mots « réorganisation judiciaire ».

Art. 30. Dans l'article 5 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2006, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le 1^o, les mots « , dans le cadre d'une activité liée à la fourniture de gaz, » sont abrogés;

b) dans le 2^o, les mots « personnellement ou dont un des administrateurs ou membre du comité de direction » sont insérés avant les mots « ont commis une faute ».

Art. 31. Dans l'article 6 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le 1^o, les mots « datée de moins de trois mois au jour de l'introduction de la demande, » sont insérés entre les mots « judiciaire ou administrative, » et les mots « certifiant que le demandeur »;

b) le 2^o est remplacé par ce qui suit :

« 2^o pour les cas prévus par l'article 5, 1^o: un extrait du casier judiciaire ou un document reconnu comme équivalent par la CWaPE, daté de moins de trois mois au jour de l'introduction de la demande, délivré par l'autorité judiciaire ou administrative d'où résulte qu'il est satisfait à l'exigence prescrite. »;

c) le 3^o est complété par les mots « , datée de moins de trois mois au jour de l'introduction de la demande, ».

Art. 32. A l'article 7 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « établi conformément à la législation applicable dans l'Etat membre où le demandeur est établi » sont abrogés;

2^o le paragraphe 2 est abrogé;

3^o dans le paragraphe 4, les mots « à une puissance plafonnée ou à des clients déterminés » sont insérés entre les mots « licence limitée » et les mots « n'est tenu de fournir »;

4^o l'article est complété par un paragraphe 5 rédigé comme suit :

« § 5. Le demandeur d'une licence limitée en vue d'assurer sa propre fourniture ne documente pas son expérience professionnelle, sauf demande motivée de la CWaPE. ».

Art. 33. L'article 9 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 9. Les documents suivants établissent les capacités techniques :

1^o une liste établissant les qualifications scientifiques et professionnelles des membres du cadre de l'entreprise, singulièrement de ceux qui sont responsables de la fourniture de gaz;

2^o une déclaration indiquant le cadre du personnel et le cas échéant, le taux annuel moyen d'occupation de celui-ci dans les trois années antérieures;

3^o une description des moyens techniques envisagés pour la fourniture de gaz;

4^o une liste des moyens mis en œuvre en vue de se conformer aux dispositions applicables du Règlement technique, notamment celles relatives à l'échange d'information entre acteurs du marché. ».

Art. 34. Dans l'article 11 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2006, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 35. L'article 11bis du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 11bis. § 1^{er}. Sauf demande motivée de la CWaPE, le demandeur d'une licence limitée à une puissance plafonnée ou à des clients déterminés ne fournit pas les éléments de preuve visés à l'article 9, 2^o, et à l'article 11.

§ 2. Le demandeur d'une licence limitée en vue d'assurer sa propre fourniture ne fournit pas les éléments de preuve visés aux articles 9, 10 et 11, sauf demande motivée de la CWaPE. ».

Art. 36. Dans l'article 12 du même arrêté, l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « actifs en Belgique ».

Art. 37. L'article 13 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 13. § 1^{er}. La demande d'octroi d'une licence est adressée par recommandé ou remise contre accusé de réception au siège de la CWaPE.

Le demandeur joint à la demande, tous les documents attestant ou certifiant qu'il satisfait aux critères d'octroi. La demande intègre en outre une description du segment de marché, professionnel et/ou résidentiel, visé ainsi qu'une référence à la date à laquelle le demandeur envisage de démarrer activement son activité de fourniture.

§ 2. Si le demandeur souhaite introduire simultanément une demande d'octroi de licence d'électricité en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif à la licence de fourniture d'électricité, il peut introduire une demande conjointe de licence de fourniture de gaz et de licence de fourniture d'électricité. Sauf avis contraire de la CWaPE, les éléments de preuves relatifs aux critères relatifs à la localisation, à l'honorabilité, à l'expérience professionnelle, à la capacité financière et à la qualité de l'organisation, sont réputés communs aux deux licences faisant l'objet de sa demande conjointe ».

Art. 38. Dans l'article 14 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2006, les mots « et en transmet simultanément une copie au Ministre » sont abrogés.

Art. 39. Dans l'article 15, alinéa 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2006, les mots « la réception de la demande ou, le cas échéant, de la réception des compléments obtenus en application de l'article 14 » sont remplacés par les mots « l'accusé de réception visé à l'article 14 actant le caractère complet de la demande. ».

Art. 40. A l'article 16 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « de deux mois » sont remplacés par les mots « d'un mois »;

2° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « ou, le cas échéant, d'un mois à dater de la réception des compléments d'information obtenus en application de l'article 15, alinéa 3, » sont insérés entre les mots « la demande est complète, » et les mots « la CWaPE »;

3° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « transmet au Ministre, le texte de la demande, ses annexes ainsi que son avis motivé » sont remplacés par les mots « notifie sa décision d'octroi ou de refus d'octroi de la licence au demandeur et à l'administration »;

4° l'alinéa 2 est abrogé;

5° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« La CWaPE publie un extrait de sa décision d'octroi de la licence sur son site internet. »;

6° l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« À défaut de décision de la CWaPE prise dans les trois mois à dater de l'accusé de réception actant que la demande est complète, le demandeur peut adresser un rappel par recommandé à la CWaPE qui fait courir un délai supplémentaire de trois semaines endéans lequel la CWaPE notifie sa décision. ».

Art. 41. Dans le Chapitre III du même arrêté, sont insérés les articles 16bis à 16quater rédigés comme suit :

« Art. 16bis. La CWaPE peut établir et imposer un modèle de dossier de demande de licence à respecter par le demandeur d'une licence de fourniture.

Art.16ter. Par dérogation au Chapitre II, pour les titulaires d'une licence de fourniture d'électricité octroyée en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif à la licence de fourniture d'électricité, les critères d'octroi de la licence relatifs à la localisation, à l'honorabilité, à l'expérience professionnelle, aux capacités financières et à la qualité de l'organisation sont réputés rencontrés.

Art.16quater. § 1^{er}. Si le demandeur envisage de se faire assister dans son activité de fourniture par une société spécialisée dans le cadre de ses activités de fourniture, notamment en vue d'appuyer ses capacités techniques et professionnelles propres, il transmet à la CWaPE l'attestation de l'existence du contrat conclu avec cette société spécialisée, ou à défaut une déclaration d'intention signée par les deux parties. La CWaPE peut demander que les éléments de preuves visés aux articles 7, 9 et 11 lui soient rapportés dans le chef de cette société spécialisée. La CWaPE apprécie ces éléments de preuve en tenant compte de la nature de l'appui fourni par cette société spécialisée.

§ 2. Si la CWaPE le juge opportun au regard notamment des capacités techniques, professionnelles ou financières particulières du demandeur, elle peut exiger une lettre de patronage, dont elle peut imposer le modèle, émanant d'une société liée au demandeur.

§ 3. Si la CWaPE le juge nécessaire au regard de la situation du demandeur, la CWaPE peut enjoindre au demandeur de fournir d'autres éléments de preuve reconnus par elle-même comme équivalant à ceux décrits au Chapitre II. ».

Art. 42. Dans le même arrêté, il est inséré un Chapitre IIIbis comportant l'article 16quinquies rédigé comme suit :

« Chapitre IIIbis. — Dispositions spécifiques aux titulaires d'une licence accordée au niveau fédéral, dans une autre région ou dans un autre État membre de l'Espace économique européen.

Art. 16 quinquies. Par dérogation au Chapitre II, pour les titulaires d'une licence accordée au niveau fédéral, dans une autre région ou dans un autre Etat membre de l'Espace économique européen, les critères d'octroi de la licence relatifs à l'honorabilité, à l'expérience professionnelle, aux capacités financières et à la qualité de l'organisation sont réputés rencontrés.

Le demandeur joint à la demande visée à l'article 13 une copie de la licence accordée au niveau fédéral, dans une autre région ou dans un autre Etat membre de l'Espace économique européen, ainsi qu'une déclaration sur l'honneur attestant de la validité de cette licence. La CWaPE peut établir et imposer un modèle de déclaration sur l'honneur.

Le demandeur démontre que la licence accordée au niveau fédéral, dans une autre région ou dans un autre Etat membre de l'Espace économique européen dont il est titulaire est d'une portée équivalente à la catégorie, au sens de l'article 30, § 3, du décret, de la licence faisant l'objet de sa demande.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, si la CWaPE le juge nécessaire au regard de la situation du demandeur, elle peut lui enjoindre de fournir les éléments de preuve attestant du respect d'un ou plusieurs critères d'octroi de la licence visés aux articles 2 à 12. ».

Art. 43. A l'article 17 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « 31 mai » sont remplacés par les mots « 30 juin »;

2° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le rapport détaillé intègre au moins le rapport d'activité annuel, lorsque que celui-ci est disponible, et les comptes annuels du titulaire correspondant à l'exercice précédant celui de la date de transmission du rapport. ».

Art. 44. Dans l'article 19 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2006, les mots « fusion ou scission » sont remplacés par les mots « fusion, scission ou transfert de branche d'activité ».

Art. 45. Dans l'intitulé du Chapitre V du même arrêté, les mots « du renouvellement » sont remplacés par les mots « de la révision ».

Art. 46. Dans l'article 20 du même arrêté, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 47. L'article 21 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 21. § 1^{er}. Le titulaire d'une licence qui veut renoncer à sa licence introduit sa demande auprès de la CWaPE par envoi recommandé et moyennant préavis de quatre mois au minimum. La demande indique avec précision la façon dont il sera satisfait aux obligations visées au paragraphe 2.

La renonciation est subordonnée au transfert de la clientèle à un ou plusieurs autres) fournisseurs de gaz titulaires d'une licence de fourniture en Région wallonne et à la notification préalable à chacun des clients de l'identité et de l'adresse du nouveau fournisseur.

Trente jours avant la date du transfert, le fournisseur cessionnaire de la clientèle notifie aux clients ses conditions de fourniture.

A défaut de contrat dûment signé avec le fournisseur désigné cessionnaire de la clientèle, le délai de préavis imposé au client par le fournisseur cessionnaire de la clientèle pour changer de fournisseur est de un mois.

§ 2. La CWaPE notifie sa décision par recommandé dans un délai de deux mois à dater de la réception de la demande. Elle informe l'administration de sa décision. ».

Art. 48. Dans l'article 22 du même arrêté, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le cas échéant, la CWaPE notifie au titulaire de la licence sa décision de retrait de la licence dans un délai d'un mois à dater de l'expiration du délai prévu à l'alinéa 2 et en informe l'administration. ».

Art. 49. A l'article 23 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, les mots « ou le renouvellement » sont abrogés;

2° le paragraphe 2, est remplacé par ce qui suit :

« § 2. La licence de fourniture peut être maintenue lorsque les conditions visées au Chapitre II sont remplies.

Si le titulaire ne répond plus aux conditions du Chapitre II, la CWaPE engage la procédure de retrait visée à l'article 22. » ;

3° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. La CWaPE notifie sa décision par recommandé. Elle informe l'administration de sa décision, dans un délai de deux mois à dater de la réception de la demande visée au paragraphe 1^{er}, quant au maintien de la licence de fourniture ou à l'engagement de la procédure envisagée à l'article 22. La CWaPE entend le titulaire qui en fait la demande. ».

Art. 50. Dans le Chapitre V du même arrêté, il est inséré un article 23bis rédigé comme suit :

« Art. 23bis. Lorsque le titulaire d'une licence de fourniture souhaite changer le type de sa licence, il adresse une demande de révision de licence auprès de la CWaPE par envoi recommandé ou remise contre accusé de réception.

La CWaPE examine la demande de révision de licence selon la procédure définie au Chapitre III.

Par dérogation au Chapitre II, la CWaPE peut dispenser le demandeur de fournir les éléments de preuve qui ont déjà été fournis lors de la procédure d'octroi de la licence initiale ou dans le cadre du rapport détaillé prévu à l'article 17. ».

Art. 51. L'article 24 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 24. Les décisions, visées aux articles 21 à 23bis, de retrait, de révision, de renonciation ou de maintien d'une licence qui fait suite à un changement de nom ou d'adresse de son titulaire sont publiées par extrait sur le site Internet de la CWaPE. ».

Art. 52. A l'article 25 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « , le cas échéant dans le cadre d'une procédure légale en cours » sont insérés entre les mots « est tenu » et les mots « de transférer »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « fournisseur désigné » sont remplacés par les mots « fournisseur cessionnaire de la clientèle ».

Art. 53. L'article 25bis du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2006, est abrogé.

Art. 54. L'article 25ter du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2006, est abrogé.

Art. 55. L'article 29 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2006, est abrogé.

CHAPITRE III. — *Disposition finale*

Art. 56. Le Ministre de l'Énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 7 juillet 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie,

P. FURLAN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/203870]

7. JULI 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. März 2002 bezüglich der Stromversorgungslicenz und des Erlasses vom 16. Oktober 2003 bezüglich der Gasversorgungslicenz

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, Artikel 30, abgeändert durch die Dekrete vom 3. Februar 2005, 17. Juli 2008 und 11. April 2014;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, Artikel 30, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 20. Mai 2015;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. März 2002 bezüglich der Stromversorgungslicenz;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Oktober 2003 über die Gasversorgungslicenz;

Aufgrund des am 23. Oktober 2015 abgegebenen Gutachtens der CWAPE CD-15j22-CWaPE-1544;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts;

Aufgrund des am 8. Juni 2016 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2

der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 59.420/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I. — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. März 2002 über die Stromversorgungslicenz*

Artikel 1 - In Artikel 1 Ziffer 2 und 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. März 2002 bezüglich der Stromversorgungslicenz, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2006, wird der Wortlaut "zugelassene Kunden" jeweils durch das Wort "Endverbraucher" ersetzt.

Art. 2 - In Artikel 4 desselben Erlasses wird der Wortlaut "gerichtliches Vergleichsverfahren" durch den Wortlaut "gerichtliches Reorganisationsverfahren" ersetzt.

Art. 3 - In Artikel 5 Ziffer 2 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2006, wird der Wortlaut "persönlich oder wenn einer der Verwalter oder der Mitglieder des Direktionsausschusses" vor "eine schwere Verfehlung in seiner beruflichen Aktivität begangen hat" eingefügt.

Art. 4 - In Artikel 6 Absatz 1 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Unter Ziffer 1 wird der Wortlaut "am Tag des Einreichens des Antrags weniger als drei Monate alte," vor "von einer gerichtlichen oder administrativen Instanz erteilte Bescheinigung" eingefügt;

b) Ziffer 2 wird durch Folgendes ersetzt:

"2° für die in Artikel 5, 1°, vorgesehenen Fälle: ein Auszug aus dem Strafregister oder ein durch die CWAPE als gleichwertig anerkanntes Dokument, der/das am Tag des Einreichens des Antrags weniger als drei Monate alt ist und von der gerichtlichen oder administrativen Behörde ausgestellt wird, aus welchem sich ergibt, dass die vorgeschriebene Anforderung erfüllt ist;"

c) Unter Ziffer 3 wird der Wortlaut "am Tag des Einreichens des Antrags weniger als drei Monate alte," vor "von der zuständigen Behörde ausgestellte Bescheinigung" eingefügt.

Art. 5 - In Artikel 7 desselben Erlasses, so wie er durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2006 und den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 abgeändert worden ist, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In § 1 wird der Wortlaut ", der gemäß der geltenden Gesetzgebung in dem Mitgliedsstaat, in dem der Antragsteller niedergelassen ist, erstellt wird," gestrichen;

2° § 2 wird aufgehoben;

3° In § 5 wird der Wortlaut "Wenn er jedoch beabsichtigt, die Hilfe einer spezialisierten Firma bei seiner Versorgungstätigkeit in Anspruch zu nehmen, übermittelt er der CWaPE die Bescheinigung für das Bestehen des mit dieser spezialisierten Firma abgeschlossenen Vertrags sowie jedes Dokument, durch welches deren Erfahrung im Bereich der Stromversorgung bescheinigt wird." gestrichen.

Art. 6 - Artikel 10 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2006, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 10 - Die finanziellen Befähigungen werden insbesondere auf der Basis der Jahresabschlüsse der letzten drei Rechnungsjahre nachgewiesen, oder mangels dessen anhand:

1° des Finanzplans;

2° von Bankerklärungen, in denen die Höhe des finanziellen Guthabens angegeben wird."

Art. 7 - In Artikel 11 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2006, wird Absatz 2 aufgehoben.

Art. 8 - In Artikel 11*bis* desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2006 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In § 1 Absatz 1 wird der Wortlaut "außer auf begründete Anfrage der CWaPE" zwischen "Der Antragsteller für eine begrenzte Lizenz ist" und "nicht verpflichtet" eingefügt;

2° In § 1 wird Absatz 2 aufgehoben;

3° § 2 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 2. Derjenige, der eine zur Sicherung seiner eigenen Versorgung begrenzte Lizenz beantragt, muss die in den Artikeln 9, 10 und 11 erwähnten Beweiselemente nicht erbringen, sofern keine begründete Anfrage der CWaPE vorliegt."

Art. 9 - In Artikel 11*ter* desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2006, wird Absatz 1 um den Wortlaut ", die in Belgien tätig sind" ergänzt.

Art. 10 - Artikel 12 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. März 2015, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 12 - § 1. Der Antrag auf die Erteilung einer Lizenz wird der CWaPE an ihrem Sitz per Einschreiben zugestellt oder dort gegen Empfangsbestätigung abgegeben.

Seinem Antrag fügt der Antragsteller alle Unterlagen bei, die bescheinigen, dass er den Erteilungskriterien genügt. Der Antrag umfasst ebenfalls eine Beschreibung des betreffenden Marktsegments, für Geschäftskunden und Privathaushalte, sowie einen Hinweis auf das Datum, an dem der Antragsteller die aktive Aufnahme seiner Versorgungstätigkeit plant.

§ 2. Wenn der Antragsteller in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Oktober 2003 über die Gasversorgungslizenz zur gleichen Zeit einen Antrag auf die Erteilung einer Gasversorgungslizenz einreichen möchte, dann kann er einen Sammelantrag auf eine Strom- und eine Gasversorgungslizenz einreichen. Sofern kein anderslautendes Gutachten der CWaPE vorliegt, wird davon ausgegangen, dass die Beweiselemente bezüglich der Kriterien im Zusammenhang mit der Niederlassung, der Ehrbarkeit, der Berufserfahrung, den finanziellen Befähigungen und der Qualität der Organisation für die beiden Lizenzen, die Gegenstand seines Sammelantrags sind, dieselben sind.

Art. 11 - In Artikel 15 desselben Erlasses, so wie er durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2006 und den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. März 2015 abgeändert worden ist, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 wird der Wortlaut "Artikel 34, 2°, des Dekrets" durch den Wortlaut "Artikel 34*bis* des Dekrets" ersetzt;

2° In Absatz 2 wird der Wortlaut "ab dem Eingang des Antrags oder ggf. ab dem Eingang der in Anwendung von Artikel 14 erhaltenen Ergänzungen" durch den Wortlaut "ab der in Artikel 14 erwähnten Empfangsbestätigung, in der festgehalten wird, dass der Antrag vollständig ist," ersetzt.

Art. 12 - In Artikel 16 desselben Erlasses, so wie er durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2006 und den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. März 2015 abgeändert worden ist, wird der Wortlaut "Frist von zwei Monaten" durch den Wortlaut "Frist von einem Monat" ersetzt.

Art. 13 - In Kapitel III desselben Erlasses werden die Artikel 16*bis* bis 16*quater* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 16*bis* - Die CWaPE kann das Muster einer Akte zur Beantragung einer Lizenz, nach dem der Antragsteller eine Versorgungslizenz zu beantragen hat, festlegen und auferlegen.

Art. 16*ter* - Abweichend von Kapitel II wird für die Inhaber einer in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Oktober 2003 über die Gasversorgungslizenz erteilten Gasversorgungslizenz davon ausgegangen, dass die Kriterien für die Erteilung der Lizenz, die sich auf die Niederlassung, die Ehrbarkeit, die Berufserfahrung, die finanziellen Befähigungen und die Qualität der Organisation beziehen, erfüllt sind.

Art. 16*quater* § 1. Wenn der Antragsteller beabsichtigt, bei seiner Versorgungstätigkeit die Hilfe einer spezialisierten Firma in Anspruch zu nehmen, insbesondere zur Unterstützung seiner eigenen technischen und fachlichen Befähigungen, übermittelt er der CWaPE die Bescheinigung für das Bestehen des mit dieser spezialisierten Firma abgeschlossenen Vertrags oder, mangels dessen, eine von beiden Parteien unterzeichnete Absichtserklärung. Die CWaPE kann verlangen, dass die in den Artikeln 7, 9 und 11 erwähnten Beweiselemente ihr seitens dieser spezialisierten Firma übermittelt werden. Die CWaPE bewertet diese Beweiselemente unter Berücksichtigung der Art der Unterstützung durch diese spezialisierte Firma.

§ 2. Wenn die CWaPE es für zweckmäßig hält angesichts der besonderen technischen, fachlichen oder finanziellen Befähigungen des Antragstellers, kann sie eine Patronatserklärung verlangen, deren Muster sie auferlegen kann und die von einer Gesellschaft, die mit dem Antragsteller verbunden ist, ausgestellt wird.

§ 3. Wenn die CWaPE es aufgrund der Lage des Antragstellers als erforderlich erachtet, kann sie diesen auffordern, andere Beweiselemente zu liefern, die sie zu denjenigen, die in Kapitel II beschrieben werden, als gleichwertig anerkennt.“.

Art. 14 - In denselben Erlass wird ein Kapitel III*bis*, das Artikel 16*quinquies* umfasst, mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Kapitel III*bis* - Sonderbestimmungen für die Inhaber einer Lizenz, die auf föderaler Ebene, in einer anderen Region oder in einem anderen Mitgliedstaat des Europäischen Wirtschaftsraums erteilt wurde

Art. 16*quinquies* - Abweichend von Kapitel II wird für die Inhaber einer auf föderaler Ebene, in einer anderen Region oder in einem anderen Mitgliedstaat des Europäischen Wirtschaftsraums erteilten Lizenz davon ausgegangen, dass die Kriterien für die Erteilung der Lizenz, die sich auf die Ehrbarkeit, die Berufserfahrung, die finanziellen Befähigungen und die Qualität der Organisation beziehen, erfüllt sind.

Der Antragsteller fügt dem in Artikel 12 erwähnten Antrag eine Kopie der auf föderaler Ebene, in einer anderen Region oder in einem anderen Mitgliedstaat des Europäischen Wirtschaftsraums erteilten Lizenz sowie eine ehrenwörtliche Erklärung zur Bescheinigung der Gültigkeit dieser Lizenz unter Angabe ihrer Gültigkeitsdauer bei. Die CWaPE kann das Muster einer ehrenwörtlichen Erklärung festlegen und auferlegen.

Der Antragsteller beweist, dass die auf föderaler Ebene, in einer anderen Region oder in einem anderen Mitgliedstaat des Europäischen Wirtschaftsraums erteilte Lizenz, deren Inhaber er ist, die gleiche Tragweite hat wie die der Kategorie im Sinne von Artikel 30 § 3 des Dekrets, zu der die von ihm beantragte Lizenz gehört.

Abweichend von Absatz 1, wenn die CWaPE es aufgrund der Lage des Antragstellers als erforderlich erachtet, kann sie diesen auffordern, die Beweiselemente zu liefern, die die Erfüllung eines bzw. mehrerer in den Artikeln 2 bis 11*ter* angeführten Kriteriums/en für die Erteilung der Lizenz nachweisen.“.

Art. 15 - In Artikel 17 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Der Wortlaut “31. Mai” wird durch den Wortlaut “30. Juni” ersetzt;

2° Der Artikel wird um den Wortlaut “Der detaillierte Bericht umfasst mindestens den jährlichen Tätigkeitsbericht, wenn dieser zur Verfügung steht, und die Jahresabschlüsse des Inhabers für das Rechnungsjahr vor demjenigen, in dem der Bericht übermittelt wird.” ergänzt.

Art. 16 - In Artikel 19 desselben Erlasses, so wie er durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2006 und den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. März 2015 abgeändert worden ist, wird der Wortlaut “Fusion oder Spaltung” durch den Wortlaut “Fusion, Spaltung, oder Tätigkeitsbereichsverlagerung” ersetzt.

Art. 17 - In der Überschrift des Kapitels V wird das Wort “Erneuerung” durch die Wörter “Revision, Verzicht auf” ersetzt.

Art. 18 - In Artikel 20 desselben Erlasses wird der Wortlaut “nur auf Antrag des Inhabers unter Beachtung einer Kündigungsfrist von mindestens vier Monaten, oder wenn festgestellt wird” durch den Wortlaut “nur dann, wenn festgestellt wird” ersetzt.

Art. 19 - Artikel 21 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. März 2015, wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 21 - § 1. Der Lizenzinhaber, der auf seine Lizenz verzichten möchte, reicht seinen Antrag per Einschreiben und unter Beachtung einer Kündigungsfrist von mindestens vier Monaten bei der CWaPE ein. Im Antrag wird genau dargelegt, wie die § 2 genannten Verpflichtungen zu erfüllen sein werden.

§ 2. Es darf nur dann auf die Lizenz verzichtet werden, wenn die Kundschaft einem bzw. mehreren anderen Stromversorger(n), der (die) Inhaber einer Versorgungslizenz in der Wallonischen Region ist (sind), übertragen wird und vorher jedem der Kunden die Identität und die Anschrift des neuen Stromversorgers mitgeteilt werden. Dreißeig Tage vor dem Datum der Übertragung teilt der Stromversorger, dem die Kundschaft übertragen wird, den Kunden seine Verteilungsbedingungen mit.

Besteht kein ordnungsgemäß unterzeichneter Vertrag mit dem Stromversorger, dem die Kundschaft übertragen wird, dann beträgt die dem Kunden von dem Stromversorger, dem die Kundschaft übertragen wird, auferlegte Kündigungsfrist für den Wechsel des Stromversorgers einen Monat.“

§ 3. Die CWaPE teilt ihren Beschluss innerhalb einer Frist von zwei Monaten ab dem Datum, an dem der Antrag eingegangen ist, per Einschreiben mit und veröffentlicht ihn auszugsweise auf ihren Internetseiten. Sie setzt die Verwaltung von ihrem Beschluss in Kenntnis.“.

Art. 20 - In Artikel 23 desselben Erlasses, so wie er durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2006 und den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. März 2015 abgeändert worden ist, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In § 1 wird der Wortlaut “oder die Erneuerung” gestrichen;

2° In § 2 Absatz 1 wird der Wortlaut “und wenn der Name und die Anschrift des Inhabers unverändert bleiben” gestrichen;

3° In § 2 wird Absatz 2 gestrichen;

4° In § 3 wird der Wortlaut “einen Monat” durch den Wortlaut “zwei Monate” ersetzt;

5° In § 3 wird der Wortlaut “, bzw. die Erneuerung” gestrichen.

Art. 21 - In Kapitel V desselben Erlasses wird ein Artikel 23*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 23*bis* - Wenn der Inhaber einer Versorgungslizenz den Lizenztyp wechseln möchte, reicht er einen Antrag auf die Revision einer Lizenz per Einschreiben oder gegen Empfangsbestätigung bei der CWaPE ein.

Die CWaPE untersucht den Antrag auf die Revision einer Lizenz nach dem in Kapitel III festgelegten Verfahren.

Abweichend von Kapitel II kann die CWaPE den Antragsteller von der Übermittlung der Beweiselemente befreien, die während des Verfahrens zur Erteilung der ursprünglichen Lizenz oder im Rahmen des in Artikel 17 vorgesehenen detaillierten Berichts bereits übermittelt wurden.“.

Art. 22 - Artikel 24 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. März 2015, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 24 - Die in den Artikeln 21 bis 23bis genannten Beschlüsse zum Entzug, zur Revision, zum Verzicht oder zur Erhaltung einer Lizenz infolge einer Änderung des Namens oder der Anschrift ihres Inhabers werden auszugsweise auf den Internetseiten der CWaPE veröffentlicht."

Art. 23 - In Artikel 25 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 wird der Wortlaut ", gegebenenfalls im Rahmen eines laufenden gesetzlichen Verfahrens," zwischen "muss der Inhaber seine Kundschaft" und "einem bzw. mehreren anderen Stromversorger(n), der (die) über eine Lizenz verfügen, übertragen" eingefügt;

2° In Absatz 2 wird der Wortlaut "bezeichneten Stromversorger" durch den Wortlaut "Stromversorger, dem die Kundschaft übertragen wird," ersetzt.

Art. 24 - Artikel 25bis desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2006, wird aufgehoben.

Art. 25 - Artikel 25ter desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2006 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2015, wird aufgehoben.

Art. 26 - Artikel 30 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2006, wird aufgehoben.

KAPITEL II. — Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Oktober 2003 über die Gasversorgungslizenz

Art. 27 - Im Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Oktober 2003 über die Gasversorgungslizenz wird das Wort "CWAPE" durch das Wort "CWaPE" ersetzt.

Art. 28 - In Artikel 1 Absatz 1 desselben Erlasses, so wie er durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2006 abgeändert worden ist, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Unter Ziffer 2 wird der Wortlaut "zugelassene Kunden" durch das Wort "Endverbraucher" ersetzt;

b) Unter Ziffer 3 wird der Wortlaut "zugelassene Kunden" durch das Wort "Endverbraucher" ersetzt;

c) Unter Ziffer 4 wird das Wort "oder" gestrichen;

d) Ziffer 4 wird um den Wortlaut "und zur Sicherung seiner eigenen Versorgung" ergänzt;

e) Der Artikel wird um eine Ziffer 7 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"7° "zur Sicherung der eigenen Versorgung begrenzte Lizenz": die Lizenz, deren Inhaber folgende Personen sind:

a) jeder Eigenerzeuger, der die Übertragungsnetze und/oder die Verteilernetze benutzt, um seine anderen in der Wallonischen Region gelegenen Betriebsstätte oder Betriebe mit Gas zu versorgen;

b) jeder Endverbraucher, der die Übertragungsnetze und/oder die Verteilernetze benutzt, um sich selbst mit Gas zu versorgen, und zu diesem Zweck Gas bei einer Gasbörse oder bei einem Verkäufer kauft, der über keine Gasversorgungslizenz in der Wallonischen Region verfügt, es sei denn, dieser Endverbraucher hat eine schriftliche Vereinbarung mit einem Gasversorger, der Inhaber einer Gasversorgungslizenz in der Wallonischen Region ist, abgeschlossen, in welcher dieser sich verpflichtet, dieses Gas so zu behandeln, als ob es in seinen eigenen Lieferungen im Hinblick auf alle Verpflichtungen, die ihm wegen oder aufgrund des Dekrets oder seiner Durchführungserlasse zu Lasten fallen, integriert wäre."

Art. 29 - In Artikel 4 desselben Erlasses wird der Wortlaut "gerichtliches Vergleichsverfahren" durch den Wortlaut "gerichtliches Reorganisationsverfahren" ersetzt.

Art. 30 - In Artikel 5 desselben Erlasses, so wie er durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2006 abgeändert worden ist, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Unter Ziffer 1 wird der Wortlaut "im Rahmen einer mit der Gasversorgung verbundenen Tätigkeit" gestrichen;

b) Unter Ziffer 2 wird der Wortlaut "persönlich oder wenn einer der Verwalter oder der Mitglieder des Direktionsausschusses" vor "eine schwere Verfehlung in seiner beruflichen Aktivität begangen hat" eingefügt.

Art. 31 - In Artikel 6 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Unter Ziffer 1 wird der Wortlaut ", am Tag des Einreichens des Antrags weniger als drei Monate alte" zwischen "eine von einer gerichtlichen oder administrativen Instanz erteilte" und "Bescheinigung, dass sich der Antragsteller" eingefügt.

b) Ziffer 2 wird durch Folgendes ersetzt:

"2° für die in Artikel 5, 1°, vorgesehenen Fälle: ein Auszug aus dem Strafregister oder ein durch die CWaPE als gleichwertig gehaltenes Dokument, der/das am Tag des Einreichens des Antrags weniger als drei Monate alt ist und von der gerichtlichen oder administrativen Behörde ausgestellt wird, aus welchem sich ergibt, dass die vorgeschriebene Anforderung erfüllt ist;"

c) Ziffer 3 wird um den Wortlaut ", die am Tag des Einreichens des Antrags weniger als drei Monate alt ist;" ergänzt.

Art. 32 - In Artikel 7 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In § 1 Absatz 1 wird der Wortlaut ", der gemäß der geltenden Gesetzgebung in dem Mitgliedsstaat, in dem der Antragsteller niedergelassen ist, erstellt wird," gestrichen;

2° § 2 wird aufgehoben;

3° In § 4 wird der Wortlaut "auf eine Höchstleistung oder auf bestimmte Kunden begrenzte" zwischen den Wortlaut "Der Antragsteller für eine" und den Wortlaut "Lizenz hat als Beweis" eingefügt;

4° Der Artikel wird um einen § 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

" § 5. Derjenige, der eine zur Sicherung seiner eigenen Versorgung begrenzte Lizenz beantragt, muss seine berufliche Erfahrung nicht dokumentieren, sofern keine begründete Anfrage der CWaPE vorliegt."

Art. 33 - Artikel 9 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2006, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 9 - Die technischen Befähigungen werden durch die folgenden Unterlagen nachgewiesen:

1° eine Liste mit den wissenschaftlichen und beruflichen Qualifikationen der Führungskräfte des Unternehmens, insbesondere derjenigen, die zuständig für die Gasversorgung sind;

2° eine Erklärung, in welcher der Stellenplan des Personals und ggf. dessen durchschnittliche jährliche Beschäftigungsrate in den vergangenen drei Jahren angegeben wird;

3° eine Beschreibung der technischen Mittel, die für die Gasversorgung vorgesehen werden;

4° eine Liste der eingesetzten Mittel zur Einhaltung der anwendbaren Bestimmungen der technischen Regelung, insbesondere derjenigen in Bezug auf den Informationsaustausch zwischen Marktteilnehmern."

Art. 34 - In Artikel 11 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2006, wird Absatz 2 gestrichen.

Art. 35 - Artikel 11*bis* desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2006, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 11*bis* - § 1. Sofern keine begründete Anfrage der CWaPE vorliegt, muss der Antragsteller einer auf eine Höchstleistung oder auf bestimmte Kunden begrenzten Lizenz die in Artikel 9, 2° und Artikel 11 aufgeführten Beweiselemente nicht erbringen.

§ 2. Derjenige, der eine zur Sicherung seiner eigenen Versorgung begrenzte Lizenz beantragt, muss die in den Artikeln 9, 10 und 11 erwähnten Beweiselemente nicht erbringen, sofern keine begründete Anfrage der CWaPE vorliegt."

Art. 36 - In Artikel 12 desselben Erlasses wird Absatz 1 um den Wortlaut ", die in Belgien tätig sind" ergänzt.

Art. 37 - Artikel 13 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 13 - § 1. Der Antrag auf die Erteilung einer Lizenz wird der CWaPE an ihrem Sitz per Einschreiben zugestellt oder dort gegen Empfangsbestätigung abgegeben.

Seinem Antrag fügt der Antragsteller alle Unterlagen bei, die bescheinigen, dass er den Erteilungskriterien genügt. Der Antrag umfasst ebenfalls eine Beschreibung des gezielten Marktsegments, für Geschäftskunden und/oder Privathaushalte, sowie einen Hinweis auf das Datum, an dem der Antragsteller die aktive Aufnahme seiner Versorgungstätigkeit plant.

§ 2. Wenn der Antragsteller in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. März 2002 über die Stromversorgungslicenz zur gleichen Zeit einen Antrag auf die Erteilung einer Stromversorgungslicenz einreichen möchte, dann kann er einen Sammelantrag auf eine Strom- und eine Gasversorgungslicenz einreichen. Sofern kein anderslautendes Gutachten der CWaPE vorliegt, wird davon ausgegangen, dass die Beweiselemente bezüglich der Kriterien im Zusammenhang mit der Niederlassung, der Ehrbarkeit, der Berufserfahrung, den finanziellen Befähigungen und der Qualität der Organisation für die beiden Lizenzen, die Gegenstand seines Sammelantrags sind, dieselben sind.

Art. 38 - In Artikel 14 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2006, wird der Wortlaut "Eine Abschrift dieser Empfangsbestätigung wird gleichzeitig dem Minister übermittelt." gestrichen.

Art. 39 - In Artikel 15 Absatz 2 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2006, wird der Wortlaut "ab dem Eingang des Antrags oder ggf. ab dem Eingang der in Anwendung von Artikel 14 erhaltenen Ergänzungen" durch den Wortlaut "ab der in Artikel 14 erwähnten Empfangsbestätigung, in der festgehalten wird, dass der Antrag vollständig ist," ersetzt.

Art. 40 - In Artikel 16 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 wird der Wortlaut "von zwei Monaten" durch den Wortlaut "von einem Monat" ersetzt;

2° In Absatz 1 wird der Wortlaut "oder gegebenenfalls innerhalb eines Monats ab dem Datum, an dem die in Anwendung von Artikel 15 Absatz 3 erhaltenen ergänzenden Informationen eingegangen sind," zwischen "der Antrag vollständig ist," und "übermittelt die CWaPE" eingefügt;

3° In Absatz 1 wird der Wortlaut "übermittelt die CWaPE dem Minister den Text des Antrags, dessen Anlagen, sowie ihr begründetes Gutachten" durch "stellt die CWaPE dem Antragsteller und der Verwaltung ihren Beschluss über die Erteilung oder Nichterteilung der Lizenz zu";

4° Absatz 2 wird gestrichen;

5° Absatz 3 wird durch Folgendes ersetzt:

"Die CWaPE veröffentlicht ihren Beschluss zur Erteilung der Lizenz auszugsweise auf ihren Internetseiten.";

6° Absatz 4° wird durch Folgendes ersetzt:

"Mangels eines Beschlusses der CWaPE binnen drei Monaten ab der Empfangsbestätigung, in der festgehalten wird, dass der Antrag vollständig ist, kann der Antragsteller ein Erinnerungsschreiben an die CWaPE per Einschreiben richten, durch welches die Frist, innerhalb deren die CWaPE ihren Beschluss zustellen muss, um drei Wochen verlängert wird."

Art. 41 - In Kapitel III desselben Erlasses werden die Artikel 16*bis* bis 16*quater* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 16*bis* - Die CWaPE kann das Muster einer Akte zur Beantragung einer Lizenz, nach dem der Antragsteller eine Versorgungslizenz zu beantragen hat, festlegen und auferlegen.

Art.16ter - Abweichend von Kapitel II wird für die Inhaber einer in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. März 2002 über die Stromversorgungslizenz erteilten Stromversorgungslizenz davon ausgegangen, dass die Kriterien für die Erteilung der Lizenz, die sich auf die Niederlassung, die Ehrbarkeit, die Berufserfahrung, die finanziellen Befähigungen und die Qualität der Organisation beziehen, erfüllt sind.

Art.16quater - § 1. Wenn der Antragsteller beabsichtigt, bei seiner Versorgungstätigkeit die Hilfe einer spezialisierten Firma in Anspruch zu nehmen, insbesondere zur Unterstützung seiner eigenen technischen und fachlichen Befähigungen, übermittelt er der CWaPE die Bescheinigung für das Bestehen des mit dieser spezialisierten Firma abgeschlossenen Vertrags oder, mangels dessen, eine von beiden Parteien unterzeichnete Absichtserklärung. Die CWaPE kann verlangen, dass die in den Artikeln 7, 9 und 11 erwähnten Beweiselemente ihr seitens dieser spezialisierten Firma übermittelt werden. Die CWaPE bewertet diese Beweiselemente unter Berücksichtigung der Art der Unterstützung durch diese spezialisierte Firma.

§ 2. Wenn die CWaPE es für zweckmäßig hält angesichts der besonderen technischen, fachlichen oder finanziellen Befähigungen des Antragstellers, kann sie eine Patronatserklärung verlangen, deren Muster sie auferlegen kann und die von einer Gesellschaft, die mit dem Antragsteller verbunden ist, ausgestellt wird.

§ 3. Wenn die CWaPE es als erforderlich erachtet aufgrund der Lage des Antragstellers, kann sie diesen auffordern, andere Beweiselemente zu liefern, die sie zu denjenigen, die in Kapitel II beschrieben werden, als gleichwertig anerkennt.“.

Art. 42 - In denselben Erlass wird ein Kapitel IIIbis mit folgendem Wortlaut eingefügt, das den Artikel 16quinquies umfasst:

Kapitel IIIbis - Sonderbestimmungen für die Inhaber einer Lizenz, die auf föderaler Ebene, in einer anderen Region oder in einem anderen Mitgliedstaat des Europäischen Wirtschaftsraums erteilt wurde

Art. 16quinquies - Abweichend von Kapitel II wird für die Inhaber einer auf föderaler Ebene, in einer anderen Region oder in einem anderen Mitgliedstaat des Europäischen Wirtschaftsraums erteilten Lizenz davon ausgegangen, dass die Kriterien für die Erteilung der Lizenz, die sich auf die Ehrbarkeit, die Berufserfahrung, die finanziellen Befähigungen und die Qualität der Organisation beziehen, erfüllt sind.

Der Antragsteller fügt dem in Artikel 13 erwähnten Antrag eine Kopie der auf föderaler Ebene, in einer anderen Region oder in einem anderen Mitgliedstaat des Europäischen Wirtschaftsraums erteilten Lizenz sowie eine ehrenwörtliche Erklärung zur Bescheinigung der Gültigkeit dieser Lizenz bei. Die CWaPE kann das Muster einer ehrenwörtlichen Erklärung festlegen und auferlegen.

Der Antragsteller beweist, dass die auf föderaler Ebene, in einer anderen Region oder in einem anderen Mitgliedstaat des Europäischen Wirtschaftsraums erteilte Lizenz, deren Inhaber er ist, die gleiche Tragweite hat wie die der Kategorie im Sinne von Artikel 30 § 3 des Dekrets, zu der die von ihm beantragte Lizenz gehört.

Abweichend von Absatz 1, wenn die CWaPE es als erforderlich erachtet aufgrund der Lage des Antragstellers, kann sie diesen auffordern, die Beweiselemente zu liefern, die die Erfüllung eines bzw. mehrerer in den Artikeln 2 bis 12 angeführten Kriteriums/en für die Erteilung der Lizenz nachweisen.“.

Art. 43 - In Artikel 17 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Der Wortlaut "31. Mai" wird durch den Wortlaut "30. Juni" ersetzt;

2° Der Artikel wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Der detaillierte Bericht umfasst mindestens den jährlichen Tätigkeitsbericht, wenn dieser zur Verfügung steht, und die Jahresabschlüsse des Inhabers für das Rechnungsjahr vor demjenigen, in dem der Bericht übermittelt wird.“.

Art. 44 - In Artikel 19 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2006, wird der Wortlaut "Fusion oder Spaltung" durch den Wortlaut "Fusion, Spaltung, oder Tätigkeitsbereichsverlagerung" ersetzt.

Art. 45 - In der Überschrift des Kapitels V desselben Erlasses wird das Wort "Erneuerung" durch das Wort "Revision" ersetzt.

Art. 46 - In Artikel 20 desselben Erlasses wird Absatz 2 gestrichen.

Art. 47 - Artikel 21 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2006, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 21 - § 1. Der Lizenzinhaber, der auf seine Lizenz verzichten möchte, reicht seinen Antrag per Einschreiben und unter Beachtung einer Kündigungsfrist von mindestens vier Monaten bei der CWaPE ein. Im Antrag wird genau dargelegt, wie die § 2 genannten Verpflichtungen zu erfüllen sein werden.

Es darf nur dann auf die Lizenz verzichtet werden, wenn die Kundschaft einem bzw. mehreren anderen Gasversorger(n), der (die) Inhaber einer Versorgungslizenz für die Wallonische Region ist (sind), übertragen wird und vorher jedem der Kunden die Identität und die Anschrift des neuen Gasversorgers mitgeteilt werden.

Dreißeig Tage vor dem Datum der Übertragung teilt der Gasversorger, dem die Kundschaft übertragen wird, den Kunden seine Verteilungsbedingungen mit.

Besteht kein ordnungsgemäß unterzeichneter Vertrag mit dem Gasversorger, dem die Kundschaft übertragen wird, dann beträgt die dem Kunden von dem Gasversorger, dem die Kundschaft übertragen wird, auferlegte Kündigungsfrist für den Wechsel des Gasversorgers einen Monat.

§ 2. Die CWaPE teilt ihren Beschluss innerhalb einer Frist von zwei Monaten ab dem Datum, an dem der Antrag eingegangen ist, per Einschreiben mit. Sie setzt die Verwaltung von ihrem Beschluss in Kenntnis.“.

Art. 48 - In Artikel 22 desselben Erlasses wird Absatz 3 durch Folgendes ersetzt:

"Gegebenenfalls stellt die CWaPE dem Lizenzinhaber innerhalb von einem Monat ab Ablauf der in Absatz 2 vorgesehenen Frist ihren Beschluss über den Entzug der Lizenz zu und setzt die Verwaltung davon in Kenntnis.“.

Art. 49 - In Artikel 23 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In § 1 wird der Wortlaut "oder die Erneuerung" gestrichen;

2° § 2 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 2. Die Versorgungslizenz kann aufrechterhalten werden, wenn die in Kapitel II angeführten Bedingungen erfüllt sind.

Genügt der Inhaber den Bedingungen von Kapitel II nicht mehr, dann leitet die CWaPE das in Artikel 22 erwähnte Entzugsverfahren ein."

3° § 3 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 3. Die CWaPE stellt ihren Beschluss per Einschreiben zu. Sie unterrichtet die Verwaltung innerhalb von zwei Monaten ab Eingang des in § 1 erwähnten Antrags von ihrem Beschluss über die Erhaltung der Versorgungslizenz oder die Einleitung des in Artikel 22 vorgesehenen Verfahrens. Die CWaPE hört den Inhaber, der dies beantragt, an."

Art. 50 - In Kapitel V desselben Erlasses wird ein Artikel 23*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 23*bis* - Wenn der Inhaber einer Versorgungslizenz den Lizenztyp wechseln möchte, reicht er einen Antrag auf die Revision einer Lizenz per Einschreiben oder gegen Empfangsbestätigung bei der CWaPE ein.

Die CWaPE untersucht den Antrag auf die Revision einer Lizenz nach dem in Kapitel III festgelegten Verfahren.

Abweichend von Kapitel II kann die CWaPE den Antragsteller von der Übermittlung der Beweiselemente befreien, die während des Verfahrens zur Erteilung der ursprünglichen Lizenz oder im Rahmen des in Artikel 17 vorgesehenen detaillierten Berichts bereits übermittelt wurden."

Art. 51 - Artikel 24 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 24 - Die in den Artikeln 21 bis 23*bis* genannten Beschlüsse zum Entzug, zur Revision, zum Verzicht oder zur Erhaltung einer Lizenz infolge einer Änderung des Namens oder der Anschrift ihres Inhabers werden auszugsweise auf den Internetseiten der CWaPE veröffentlicht."

Art. 52 - In Artikel 25 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 wird der Wortlaut ", gegebenenfalls im Rahmen eines laufenden gesetzlichen Verfahrens," zwischen "muss der bestrafte Inhaber" und "seine Kundschaft an einen bzw. mehrere andere Gasversorger, der/die Inhaber einer Lizenz ist/sind, übertragen" eingefügt;

2° In Absatz 2 wird der Wortlaut "bezeichnete Versorger" durch den Wortlaut "Versorger, dem die Kundschaft übertragen wird," ersetzt.

Art. 53 - Artikel 25*bis* desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2006, wird aufgehoben.

Art. 54 - Artikel 25*ter* desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2006, wird aufgehoben.

Art. 55 - Artikel 29 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2006, wird aufgehoben.

KAPITEL III. — *Schlussbestimmung*

Art. 56 - Der Minister für Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 7. Juli 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie

P. FURLAN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/203870]

7 JULI 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2002 betreffende de vergunning voor de levering van elektriciteit en het besluit van de Waalse Regering van 16 oktober 2003 betreffende de vergunning voor gaslevering

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, artikel 30, gewijzigd bij de decreten van 3 februari 2005, 17 juli 2008 en 11 april 2014;

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, artikel 30 voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 20 mei 2015;

Gelet op het Besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2002 betreffende de vergunning voor de levering van elektriciteit;

Gelet op het Besluit van de Waalse Regering van 16 oktober 2003 betreffende de vergunning voor gaslevering;

Gelet op het advies CD-15j22-CWaPE-1544 van de CWaPE, gegeven op 23 oktober 2015;

Gelet op het rapport opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr. 59.420/4 van de Raad van State, gegeven op 8 juni 2016 overeenkomstig artikel 84,

§ 1, lid 1, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2002 betreffende de vergunning voor de levering van elektriciteit

Artikel 1. In artikel 1, 2° en 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2002 betreffende de vergunning voor de levering van elektriciteit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2006, worden de woorden "in aanmerking komende" telkens vervangen door het woord "eind".

Art. 2. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de woorden "gerechtelijk akkoord" vervangen door de woorden "gerechtelijke reorganisatie".

Art. 3. In artikel 5, 2°, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2006, worden de woorden "persoonlijk of één van zijn bestuurders of een lid van het directiecomité" ingevoegd vóór de woorden "een ernstige fout heeft begaan".

Art. 4. In artikel 6, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in punt 1° worden de woorden "van minder dan drie maanden op de dag van de indiening van de aanvraag," ingevoegd tussen de woorden "een attest" en de woorden "van een gerechtelijke of administratieve instantie";

b) punt 2° wordt vervangen als volgt:

"2° voor de gevallen bedoeld in artikel 5, 1°: een uittreksel uit het strafregister of een document erkend als gelijkwaardig door de "CWaPE", gedateerd van minder dan drie maanden op de dag van de indiening van de aanvraag, afgegeven door de gerechtelijke of administratieve overheid waaruit blijkt dat aan de voorgeschreven eis wordt voldaan";

c) in punt 3° worden de woorden "gedateerd van minder dan drie maanden op de dag van de indiening van de aanvraag," ingevoegd tussen de woorden "een attest" en de woorden "van de bevoegde overheid".

Art. 5. In artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2006 en bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, worden de woorden "opgemaakt overeenkomstig de wetgeving van kracht in de lidstaat waar de aanvrager gevestigd is, en" opgeheven;

2° paragraaf 2 wordt opgeheven;

3° in paragraaf 5, worden de woorden "Indien hij van plan is zich door een gespecialiseerde vennootschap te laten bijstaan in zijn leveringsactiviteit, bezorgt hij de CWaPE het attest van het bestaan van de overeenkomst die met die gespecialiseerde vennootschap is gesloten, alsook elk stuk ter bevestiging van haar ervaring inzake elektriciteitslevering." opgeheven.

Art. 6. Artikel 10 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2006, wordt vervangen als volgt:

"Art. 10. De financiële middelen worden o.a. aan de hand van de jaarrekeningen van de drie laatste boekjaren aangetoond of, bij gebreke daarvan, met behulp van:

1° het financieel plan;

2° bankverklaringen die het bedrag van de financiële tegoeden vermelden."

Art. 7. In artikel 11 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2006, wordt lid 2 opgeheven.

Art. 8. In artikel 11bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2006 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, lid 1, worden de woorden "Behalve gemotiveerd verzoek van de "CWaPE"," ingevoegd vóór de woorden "is de aanvrager van een vergunning";

2° in paragraaf 1 wordt het tweede lid opgeheven;

3° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

" § 2. De aanvrager van een beperkte vergunning met het oog op zijn eigen bevoorrading verstrekt niet de bewijsstukken bedoeld in de artikelen 9, 10 en 11, behalve op gemotiveerd verzoek van de CWaPE."

Art. 9. In artikel 11ter van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 februari 2006, wordt het eerste lid aangevuld met de woorden "die actief zijn in België".

Art. 10. Artikel 12 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 maart 2015, wordt vervangen als volgt :

"Art. 12. § 1. De aanvraag om verlening van een vergunning wordt bij aangetekend schrijven ingediend of tegen ontvangstbewijs afgegeven op de zetel van de "CWaPE".

De aanvrager voegt bij de aanvraag alle documenten die bewijzen of bevestigen dat hij voldoet aan de toekenningscriteria. De aanvraag integreert bovendien een omschrijving van het bedoelde marktsegment, professioneel en residentieel, alsook een verwijzing naar de datum waarop de aanvrager overweegt om zijn leveringsactiviteit actief te starten.

§ 2. Als de aanvrager wenst om gelijktijdig een aanvraag om verlening van een gasvergunning in te dienen overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 16 oktober 2003 betreffende de vergunning voor gaslevering, kan hij een gezamenlijke aanvraag indienen voor de vergunning voor de levering van elektriciteit en voor de vergunning voor gaslevering. Behoudens andersluidend advies van de "CWAPE", zijn de bewijsstukken betreffende de criteria m.b.t. de lokalisatie, de eerbaarheid, de beroepservaring, de financiële capaciteit en de kwaliteit van de organisatie, geacht gemeenschappelijk te zijn voor de twee vergunningen die het voorwerp uitmaken van zijn gezamenlijke aanvraag."

Art. 11. In artikel 15 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2006 en bij het besluit van de Waalse Regering van 19 maart 2015 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "artikel 34, 2°, van het decreet" vervangen door de woorden "artikel 34bis van het decreet";

2° in het tweede lid worden de woorden "na ontvangst van de aanvraag of, in voorkomend geval, na ontvangst van de ontbrekende stukken ingediend overeenkomstig artikel 14" vervangen door de woorden "na het bericht van ontvangst bedoeld in artikel 14 waarbij het volledig karakter van de aanvraag wordt bevestigd."

Art. 12. In artikel 16 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2006 en bij het besluit van de Waalse Regering van 19 maart 2015, worden de woorden "Binnen twee maanden" vervangen door de woorden "Binnen één maand".

Art. 13. In Hoofdstuk III van hetzelfde besluit worden de artikelen 16bis en 16 quater ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 16bis. De "CWAPE" kan een model van dossier van vergunningsaanvraag opmaken en opleggen dat door de aanvrager van een leveringsvergunning moet worden nageleefd.

Art. 16ter. In afwijking van Hoofdstuk II, zijn voor de houders van een vergunning voor gaslevering toegekend overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 16 oktober 2003 betreffende de vergunning voor gaslevering, de toekenningscriteria van de vergunning betreffende de lokalisatie, de eerbaarheid, de beroepservaring, de financiële capaciteit en de kwaliteit van de organisatie geacht voldaan te zijn.

Art. 16quater. § 1. Indien de aanvrager van plan is zich door een gespecialiseerde vennootschap te laten bijstaan in zijn leveringsactiviteit, onder meer om zijn eigen technische en beroeps capaciteiten te steunen, bezorgt hij de CWAPE het attest van het bestaan van de overeenkomst die met die gespecialiseerde vennootschap is gesloten, of, bij gebrek een intentieverklaring ondertekend door beide partijen. De CWAPE kan vragen dat de bewijsstukken bedoeld in de artikelen 7, 9 en 11 haar worden vermeld in hoofde van deze gespecialiseerde vennootschap. De CWAPE beoordeelt deze bewijsstukken rekening houdend met de aard van de steun geleverd door deze gespecialiseerde vennootschap.

§ 2. Indien de CWAPE het nuttig acht meer bepaald met betrekking tot de bijzondere technische, professionele of financiële capaciteiten van de aanvrager, kan zij een patronaatsverklaring eisen, waarvan zij het model kan opleggen, afkomstig van een vennootschap verbonden met de aanvrager.

§ 3. Indien de CWAPE het nodig acht t.a.v. de toestand van de aanvrager kan zij de aanvrager verplichten tot het leveren van andere bewijsgegevens die door de CWAPE erkend zijn als bewijzen die gelijkstaan met de bewijzen omschreven in Hoofdstuk II."

Art. 14. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een Hoofdstuk IIIbis, dat artikel 16quinquies inhoudt, luidend als volgt:

"Hoofdstuk IIIbis - Specifieke bepalingen voor de houders van een vergunning toegekend op federaal niveau, in een ander gewest of in een andere Lidstaat van de Europese economische ruimte

Art. 16quinquies. In afwijking van Hoofdstuk II, worden de toekenningscriteria van de vergunning betreffende de eerbaarheid, de beroepservaring, de financiële capaciteit en de kwaliteit van de organisatie voor de houders van een vergunning toegekend in een ander gewest of in een andere lidstaat van de Europese economische ruimte geacht voldaan te zijn.

De aanvrager voegt bij de aanvraag bedoeld in artikel 12 een afschrift van de vergunning toegekend op federaal niveau, in een ander gewest of in een andere Lidstaat van de Europese economische ruimte, alsook een verklaring op erewoord ter bevestiging van de geldigheid van deze vergunning en die de geldigheidsduur van deze vergunning vermeldt. De CWAPE kan een model van verklaring op erewoord opmaken en opleggen.

De aanvrager toont aan dat de vergunning toegekend op federaal niveau, in een ander Gewest of in een andere Lidstaat van de Europese economische ruimte waarvan hij houder is, een draagwijdte heeft die gelijk is aan de categorie, in de zin van artikel 30, § 3, van het decreet, van de vergunning die het voorwerp uitmaakt van de aanvraag.

In afwijking van het eerste lid, kan de aanvrager verplicht worden tot het leveren van de bewijsstukken ter bevestiging van de naleving van één of meerdere toekenningscriteria van de vergunning bedoeld in artikel 2 tot 11ter als de CWAPE dit nodig acht t.a.v. de toestand van de aanvrager."

Art. 15. In artikel 17 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "31 mei" worden vervangen door de woorden "30 juni";

2° het artikel wordt aangevuld met de woorden "Het uitvoerig verslag bevat minstens het jaarlijks activiteitenverslag wanneer deze beschikbaar is en de jaarrekeningen van de houder die overeenkomen met het boekjaar voorafgaand aan het boekjaar van de datum van het overmaken van het verslag."

Art. 16. In artikel 19 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2006 en bij het besluit van de Waalse Regering van 19 maart 2015 worden de woorden "fusie of splitsing" vervangen door de woorden "fusie, splitsing, of overdracht van activiteitensector".

Art. 17. In het opschrift van Hoofdstuk V wordt het woord "hernieuwing" vervangen door de woorden "herziening, afstand".

Art. 18. In artikel 20 van hetzelfde besluit worden de woorden "op verzoek van de vergunninghouder, met een minimale opzegtermijn van vier maanden, of nadat is vastgesteld dat hij zich niet houdt" vervangen door de woorden "nadat is vastgesteld dat de houder zich niet houdt".

Art. 19. Artikel 21 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 maart 2015, wordt vervangen als volgt :

"Art. 21. § 1. De vergunningshouders die wenst af te zien van zijn vergunning dient zijn aanvraag in bij de CWaPE bij aangetekend schrijven en mits een vooropzeg van minstens vier maanden. De aanvraag vermeldt nauwkeurig de manier waarop aan de verplichtingen bedoeld in paragraaf 2 zal worden voldaan.

§ 2. De opzegging is onderworpen aan de overdracht van de afnemers aan één of meer andere leveranciers van elektriciteit die houder zijn van een vergunning in het Waalse Gewest, en aan de voorafgaande kennisgeving aan elke afnemer van de identiteit en het adres van de nieuwe leverancier. De leverancier verkrijger van de afnemers geeft de afnemers dertig dagen vóór de datum van hun overdracht kennis van zijn leveringsvoorwaarden.

Bij gebrek aan een behoorlijk getekende overeenkomst met de leverancier verkrijger van de afnemers, bedraagt de opzegtermijn die de leverancier verkrijger van de afnemers aan de klant oplegt om van leverancier te veranderen één maand.

§ 3. De CWaPE deelt haar beslissing bij aangetekend schrijven mee binnen een termijn van twee maanden, met ingang op de datum van ontvangst van de aanvraag, en maakt een uittreksel bekend op haar internetsite. Ze deelt haar beslissing mee aan de administratie."

Art. 20. In artikel 23 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2006 en bij het besluit van de Waalse Regering van 19 maart 2015 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden "of om de herziening" opgeheven;

2° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "en indien de naam en het adres van de houder ongewijzigd blijven" opgeheven;

3° in paragraaf 2 wordt het tweede lid opgeheven;

4° in paragraaf 3 worden de woorden "een maand" vervangen door de woorden "twee maanden";

5° in paragraaf 3 van de Franse versie worden de woorden ", au renouvellement" opgeheven.

Art. 21. Hoofdstuk V van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 23bis, luidend als volgt:

"Art. 23bis. Wanneer de houder van een leveringsvergunning het type van zijn vergunning wenst te veranderen, richt hij een aanvraag tot herziening van de vergunning aan de CWaPE bij aangetekende brief of met overhandiging tegen ontvangstbewijs.

De CWaPE onderzoekt de aanvraag tot herziening van de vergunning volgens de procedure bepaald in Hoofdstuk III.

In afwijking van Hoofdstuk II, kan de CWaPE de aanvrager vrijstellen van het verstrekken van de bewijsstukken die reeds werden verstrekt tijdens de toekenningsprocedure van de oorspronkelijke vergunning of in het kader van het uitvoerig verslag bedoeld in artikel 17."

Art. 22. Artikel 24 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 19 maart 2015, wordt vervangen als volgt :

"Art. 24. De in de artikelen 21 tot 23bis bedoelde beslissingen tot intrekking, herziening of behoud van een vergunning die volgt op een verandering van naam of adres van zijn houder, worden bij uittreksel bekendgemaakt op de website van de CWaPE."

Art. 23. In artikel 25 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden ", in voorkomend geval, in het kader van een lopende wettelijk procedure," ingevoegd tussen de woorden "moet de houder" en de woorden "zijn afnemers overdragen";

2° in het tweede lid worden woorden "aangewezen leverancier" vervangen door de woorden "leverancier verkrijger van de afnemers".

Art. 24. Artikel 25bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2006, wordt opgeheven.

Art. 25. Artikel 25ter van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2006 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 maart 2015, wordt opgeheven.

Art. 26. Artikel 30 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2006, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 16 oktober 2003 betreffende de vergunning voor gaslevering*

Art. 27. In het besluit van de Waalse Regering van 16 oktober 2003 betreffende de vergunning voor gaslevering, wordt het woord "CWAPE" vervangen door het woord "CWaPE".

Art. 28. In artikel 1, lid 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) in punt 2° worden de woorden "in aanmerking komende afnemers" vervangen door het woord "eindafnemers";
- b) in punt 3° worden de woorden "in aanmerking komende afnemers" vervangen door het woord "eindafnemers";
- c) in punt 4° wordt het woord "of" opgeheven;
- d) punt 4° wordt aangevuld met de woorden "en een vergunning beperkt voor zijn eigen levering";
- e) het artikel wordt aangevuld met een punt 7°, luidend als volgt:

"7° "vergunning beperkt voor zijn eigen levering": de vergunning waarvan houder is :

a) elke zelfproducent die de transmissie- en/of distributienetten gebruikt om zijn andere zetels of inrichtingen in het Waalse Gewest van gas te voorzien;

b) elke eindafnemer die transmissie- of distributienetten gebruikt om zichzelf van gas te voorzien en in dat opzicht gas koopt bij een beurs of bij een verkoper die niet over een leveringsvergunning in het Waalse Gewest beschikt, tenzij deze eindafnemer een schriftelijk akkoord gesloten heeft met een leverancier, houder van een leveringsvergunning in het Waalse Gewest waarbij deze zich ertoe verbindt om dit gas te behandelen alsof het in zijn eigen leveringen was opgenomen t.a.v. alle verplichtingen die hem worden opgelegd bij of krachtens het decreet of zijn uitvoeringsbesluiten."

Art. 29. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de woorden "gerechtelijk akkoord" vervangen door de woorden "gerechtelijke reorganisatie".

Art. 30. In artikel 5 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) in punt 1° worden de woorden "begaan in het kader van een activiteit ivm gaslevering" opgeheven;
- b) in punt 2°, worden de woorden "persoonlijk of waarvan één van de bestuurders of lid van het directiecomité" ingevoegd vóór de woorden "een ernstige fout heeft begaan".

Art. 31. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in punt 1° worden de woorden "gedateerd van minder dan drie maanden op de dag van de indiening van de aanvraag," ingevoegd na de woorden "van een gerechtelijke of administratieve instantie";

b) punt 2° wordt vervangen als volgt:

"2° voor de gevallen bedoeld in artikel 5, 1°: een uittreksel uit het strafregister of een document erkend als gelijkwaardig door de "CWaPE", gedateerd van minder dan drie maanden op de dag van de indiening van de aanvraag, afgegeven door de gerechtelijke of administratieve overheid waaruit blijkt dat aan de voorgeschreven eis wordt voldaan";

c) punt 3° wordt aangevuld met de woorden ", gedateerd van minder dan drie maanden op de dag van de indiening van de aanvraag";

Art. 32. In artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1, in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "opgemaakt overeenkomstig de wetgeving van kracht in de lidstaat waar de aanvrager gevestigd is, en" opgeheven;

2° paragraaf 2 wordt opgeheven;

3° in paragraaf 4, wordt de zin "De aanvrager van een beperkte vergunning moet alleen de in § 3 bedoelde activiteitenlijst overleggen als bewijs van zijn beroepservaring" vervangen door de zin "De aanvrager van een vergunning beperkt tot een maximaal vermogen of tot bepaalde afnemers moet alleen de in § 3 bedoelde activiteitenlijst overleggen als bewijs van zijn beroepservaring";

4° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidend als volgt :

" § 5. De aanvrager van een beperkte vergunning met het oog op zijn eigen bevoorrading documenteert zijn beroepservaring niet, behalve op gemotiveerd verzoek van de CWaPE."

Art. 33. Artikel 9 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2006, wordt vervangen als volgt:

"Art. 9. De technische capaciteiten worden op grond van de volgende stukken aangetoond :

1° een lijst die de wetenschappelijke en professionele kwalificaties van het kaderpersoneel van het bedrijf vastleggen, vooral diegene die verantwoordelijk zijn voor de gaslevering;

2° een verklaring met vermelding van de personeelsformatie en, in voorkomend geval, het gemiddeld jaarlijks percentage van bezetting ervan over de drie afgelopen jaren;

3° een beschrijving van de technische middelen voorzien voor de gaslevering;

4° een lijst van de middelen die ingezet worden om te voldoen aan de toepasselijke bepalingen van de technische reglementen, met name die betreffende de procedures inzake informatieuitwisseling tussen de marktactoren."

Art. 34. In artikel 11 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2006, wordt lid 2 opgeheven.

Art. 35. Artikel 11bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2006, wordt vervangen als volgt:

"Art. 11bis. § 1. Behalve gemotiveerd verzoek van de "CWaPE" worden de bewijsstukken bedoeld in artikel 9, 2°, en in artikel 11 niet verstrekt door de aanvrager van een vergunning beperkt tot een maximaal vermogen of tot bepaalde afnemers.

§ 2. De aanvrager van een beperkte vergunning met het oog op zijn eigen bevoorrading verstrekt niet de bewijsstukken bedoeld in de artikelen 9, 10 en 11, behalve op gemotiveerd verzoek van de CWaPE.”

Art. 36. In artikel 12 van hetzelfde besluit wordt het eerste lid aangevuld met de woorden “die actief zijn in België”.

Art. 37. Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

“Art. 13. § 1. De aanvraag om verlening van een vergunning wordt bij aangetekend schrijven ingediend of tegen ontvangstbewijs afgegeven op de zetel van de “CwaPE”.

De aanvrager voegt bij de aanvraag alle documenten die bewijzen of bevestigen dat hij voldoet aan de toekenningscriteria. De aanvraag integreert bovendien een omschrijving van het bedoelde marktsegment, professioneel en/of residentieel, alsook een verwijzing naar de datum waarop de aanvrager overweegt om zijn leveringsactiviteit actief te starten.

§ 2. Als de aanvrager wenst om gelijktijdig een aanvraag om verlening van een elektriciteitsvergunning in te dienen overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2002 betreffende de vergunning voor de levering van elektriciteit, kan hij een gezamenlijke aanvraag indienen voor de vergunning voor gaslevering en voor de vergunning voor de levering van elektriciteit. Behoudens andersluidend advies van de “CwaPE”, zijn de bewijselementen betreffende de criteria m.b.t. de lokalisatie, de eerbaarheid, de beroepservaring, de financiële capaciteit en de kwaliteit van de organisatie, geacht gemeenschappelijk te zijn voor de twee vergunningen die het voorwerp uitmaken van zijn gezamenlijke aanvraag”.

Art. 38. In artikel 14 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2006, worden de woorden “en maakt ze er gelijktijdig een afschrift van over aan de Minister” opgeheven.

Art. 39. In artikel 15, tweede lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2006 worden de woorden “na ontvangst van de aanvraag of, in voorkomend geval, na ontvangst van de ontbrekende stukken ingediend overeenkomstig artikel 14” vervangen door de woorden “na het bericht van ontvangst bedoeld in artikel 14 waarbij het volledig karakter van de aanvraag wordt bevestigd.”.

Art. 40. In artikel 16 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden “twee maanden” vervangen door de woorden “één maand”;

2° in het eerste lid worden de woorden “of desgevallend een maand, met ingang op de datum van ontvangst van de aanvullende gegevens verkregen overeenkomstig artikel 15, derde lid” ingevoegd tussen de woorden “volledig is” en “, maakt de “CwaPE””;

3° in het eerste lid worden de woorden “maakt de “CwaPE” de tekst van de aanvraag, de bijlagen en haar gemotiveerd advies over aan de Minister” vervangen door de woorden “geeft de “CwaPE” de aanvragers en de administratie kennis van haar beslissing tot toekenning of weigering van de vergunning”;

4° het tweede lid wordt opgeheven;

5° het derde lid wordt vervangen als volgt:

“De “CwaPE” maakt een uittreksel van haar beslissing tot toekenning van de vergunning bekend op haar internetsite.”;

6° het vierde lid wordt vervangen als volgt:

“Als de CWaPE niet beslist binnen drie maanden, te rekenen van de datum van bericht van ontvangst waarbij bevestigd wordt dat de aanvraag volledig is, kan de aanvrager haar een aangetekende herinneringsbrief toesturen waarbij de CWaPE een bijkomende termijn van drie weken krijgt om haar beslissing mee te delen.”.

Art. 41. In Hoofdstuk III van hetzelfde besluit worden de artikelen 16bis tot 16quater ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 16bis. De CWaPE kan een model van dossier van vergunningsaanvraag opmaken en opleggen dat door de aanvrager van een leveringsvergunning moet worden nageleefd.

Art.16ter. In afwijking van Hoofdstuk II zijn voor de houders van een vergunning voor de levering van elektriciteit toegekend overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2002 betreffende de vergunning voor de levering van elektriciteit, de toekenningscriteria van de vergunning betreffende de lokalisatie, de eerbaarheid, de beroepservaring, de financiële capaciteit en de kwaliteit van de organisatie geacht voldaan te zijn.

Art.16quater. § 1. Indien, in het kader van zijn leveringsactiviteiten, de aanvrager van plan is zich door een gespecialiseerde vennootschap te laten bijstaan in zijn leveringsactiviteit, onder meer om zijn eigen technische en beroeps capaciteiten te steunen, bezorgt hij de CWaPE het attest van het bestaan van de overeenkomst die met die gespecialiseerde vennootschap is gesloten, of, bij gebrek een intentieverklaring ondertekend door beide partijen. De CWaPE kan vragen dat de bewijsstukken bedoeld in de artikelen 7, 9 en 11 haar worden vermeld in hoofde van deze gespecialiseerde vennootschap. De CWaPE beoordeelt deze bewijsstukken rekening houdend met de aard van de steun geleverd door deze gespecialiseerde vennootschap.

§ 2. Indien de CWaPE het nuttig acht meer bepaald met betrekking tot de bijzondere technische, professionele of financiële capaciteiten van de aanvrager, kan zij een patronaatsverklaring eisen, waarvan zij het model kan opleggen, afkomstig van een vennootschap verbonden met de aanvrager.

§ 3. Indien de CWaPE het nodig acht t.a.v. de toestand van de aanvrager kan de CWaPE de aanvrager verplichten tot het leveren van andere bewijsgegevens die door de CWaPE erkend zijn als bewijzen die gelijkstaan met de bewijsgegevens omschreven in Hoofdstuk II.”.

Art. 42. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een Hoofdstuk IIIbis, dat artikel 16quinquies inhoudt, luidend als volgt:

“HOOFDSTUK IIIbis. — Specifieke bepalingen voor de houders van een vergunning toegekend op federaal niveau, in een ander gewest of in een andere Lidstaat van de Europese economische ruimte.

Art. 16 quinquies. In afwijking van Hoofdstuk II worden, voor de houders van een vergunning toegekend in een ander gewest of in een andere lidstaat van de Europese economische ruimte, de toekenningscriteria van de vergunning betreffende de eerbaarheid, de beroepservaring, de financiële capaciteit en de kwaliteit van de organisatie geacht voldaan te zijn.

De aanvrager voegt bij de aanvraag bedoeld in artikel 13 een afschrift van de vergunning toegekend op federaal niveau, in een ander gewest of in een andere Lidstaat van de Europese economische ruimte, alsook een verklaring op erewoord ter bevestiging van de geldigheid van deze vergunning. De CWaPE kan een model van verklaring op erewoord opmaken en opleggen.

De aanvrager toont aan dat de vergunning toegekend op federaal niveau, in een ander Gewest of in een andere Lidstaat van de Europese economische ruimte waarvan hij houder is, een draagwijdte heeft die gelijk is aan de categorie, in de zin van artikel 30, § 3, van het decreet, van de vergunning die het voorwerp uitmaakt van de aanvraag.

In afwijking van het eerste lid kan de aanvrager, als de CWaPE het nodig acht t.a.v. de toestand van de aanvrager, verplicht worden tot het leveren van de bewijsstukken ter bevestiging van de naleving van één of meerdere toekenningcriteria van de vergunning bedoeld in artikel 2 tot 12."

Art. 43. In artikel 17 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "31 mei" worden vervangen door de woorden "30 juni";

2° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"Het uitvoerig verslag bevat minstens het jaarlijks activiteitenverslag, wanneer deze beschikbaar is, en de jaarrekeningen van de houder die overeenkomen met het boekjaar voorafgaand aan het boekjaar van de datum van het overmaken van het verslag."

Art. 44. In artikel 19 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2006 worden de woorden "fusie of splitsing" vervangen door de woorden "fusie, splitsing, of overdracht van activiteitensector".

Art. 45. In het opschrift van Hoofdstuk V van hetzelfde besluit, wordt het woord "hernieuwing" vervangen door het woord "herziening".

Art. 46. In artikel 20 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 47. Artikel 21 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2006, wordt vervangen als volgt:

"Art. 21. § 1. De vergunningshouders die wenst af te zien van zijn vergunning dient zijn aanvraag in bij de CWaPE bij aangetekend schrijven en mits een vooropzeg van minstens vier maanden. De aanvraag vermeldt nauwkeurig de manier waarop aan de verplichtingen bedoeld in paragraaf 2 zal worden voldaan.

De opzegging is onderworpen aan de overdracht van de afnemers aan één of meer andere gasleveranciers die houder zijn van een vergunning in het Waalse Gewest, en aan de voorafgaande kennisgeving aan elke afnemer van de identiteit en het adres van de nieuwe leverancier.

De leverancier verkrijger van de afnemers geeft de afnemers dertig dagen vóór de datum van hun overdracht kennis van zijn leveringsvoorwaarden.

Bij gebrek aan een behoorlijk getekende overeenkomst met de aangewezen leverancier verkrijger van de afnemers, bedraagt de opzegtermijn die de leverancier verkrijger van de afnemers aan de klant oplegt om van leverancier te veranderen één maand.

§ 2. De CWaPE deelt haar beslissing bij aangetekend schrijven mee binnen een termijn van twee maanden, met ingang op de datum van ontvangst van de aanvraag. Ze deelt haar beslissing mee aan de administratie."

Art. 48. In artikel 22 van hetzelfde besluit wordt het derde lid vervangen als volgt:

"Desgevallend deelt de "CWAPE" haar beslissing tot intrekking van de vergunning mee aan de houder van de vergunning binnen een termijn van een maand, met ingang op de datum waarop de in het tweede lid bedoelde termijn verstrijkt, en geeft ze de administratie kennis hiervan."

Art. 49. In artikel 23 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden "of om de herziening" opgeheven;

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

"§ 2. De leveringsvergunning kan behouden worden indien de in hoofdstuk II bedoelde voorwaarden vervuld zijn.

Indien de houder niet meer voldoet aan de voorwaarden van hoofdstuk II, wordt de in artikel 22 bedoelde intrekkingprocedure door de CWaPE opgestart." ;

3° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt:

"§ 3. De CWaPE geeft kennis van haar beslissing bij aangetekend schrijven. De CWaPE brengt binnen een termijn van twee maanden na ontvangst van de aanvraag bedoeld in paragraaf 1, de administratie op de hoogte van haar beslissing over het behoud van de leveringsvergunning of het opstarten van de procedure bedoeld in artikel 22. De CWaPE hoort de houder als hij daarom verzoekt.

Art. 50. Hoofdstuk V van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 23bis, luidend als volgt:

"Art.23bis.Wanneer de houder van een leveringsvergunning het type van zijn vergunning wenst te veranderen, richt hij een aanvraag tot herziening van de vergunning aan de CWaPE bij aangetekende brief of met overhandiging tegen ontvangstbewijs.

De CWaPE onderzoekt de aanvraag tot herziening van de vergunning volgens de procedure bepaald in Hoofdstuk III.

In afwijking van Hoofdstuk II, kan de CWaPE de aanvrager vrijstellen van het verstrekken van de bewijsstukken die reeds werden verstrekt tijdens de toekenningsprocedure van de oorspronkelijke vergunning of in het kader van het uitvoerig verslag bedoeld in artikel 17.”

Art. 51. Artikel 24 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

”Art. 24. De in de artikelen 21 tot 23bis bedoelde beslissingen tot intrekking, herziening of behoud van een vergunning die volgt op een verandering van naam of adres van zijn houder, worden bij uittreksel bekendgemaakt op de internetsite van de CWaPE. ».

Art. 52. In artikel 25 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden ”, in voorkomend geval, in het kader van een lopende wettelijk procedure,” ingevoegd tussen de woorden ”moet de bestrafte houder” en de woorden ”zijn afnemers overdragen”;

2° in het tweede lid worden de woorden ”aangewezen leverancier” vervangen door de woorden ”leverancier verkrijger van de afnemers”.

Art. 53. Artikel 25bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2006, wordt opgeheven.

Art. 54. Artikel 25ter van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2006, wordt opgeheven.

Art. 55. Artikel 29 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2006, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK III. — Slotbepaling

Art. 56. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 7 juli 2016.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van de Plaatselijke Besturen, de Stad, Huisvesting en Energie,

P. FURLAN

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID

[C – 2016/22326]

Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering. — Beheerscomité van de Dienst voor uitkeringen. — Ontslag en benoeming van leden

Bij koninklijk besluit van 12 juli 2016, dat uitwerking heeft met ingang van 1 juni 2016, wordt eervol ontslag uit hun functies van leden bij het Beheerscomité van de Dienst voor uitkeringen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, verleend aan de dames SONGA, Bélise, werkend lid en LANZA, Gaëlle, plaatsvervangend lid.

Bij hetzelfde besluit, worden benoemd bij voornoemd Beheerscomité, als vertegenwoordigers van een verzekeringsinstelling, de heer PAELINCK, Joseph, in de hoedanigheid van werkend lid en Mevr. SIMON, Elke, in de hoedanigheid van plaatsvervangend lid, ter vervanging van respectievelijk de dames SONGA, Bélise en LANZA, Gaëlle, wier mandaat zij zullen voleindigen.

SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE

[C – 2016/22326]

Institut national d'assurance maladie-invalidité. — Comité de gestion du Service des indemnités. — Démission et nomination de membres

Par arrêté royal du 12 juillet 2016, qui produit ses effets le 1^{er} juin 2016, démission honorable de leurs fonctions de membres du Comité de gestion du Service des indemnités de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, est accordée à Mmes SONGA, Bélise, membre effectif et LANZA, Gaëlle, membre suppléant.

Par le même arrêté, sont nommés membres audit Comité de gestion, au titre de représentants d'un organisme assureur, M. PAELINCK, Joseph, en qualité de membre effectif et Mme SIMON, Elke, en qualité de membre suppléant, en remplacement respectivement de Mmes SONGA, Bélise et LANZA, Gaëlle, dont ils achèveront le mandat.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID

[C – 2016/22329]

Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering. — Beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor zelfstandigen, ingesteld bij de Dienst voor uitkeringen. — Ontslag en benoeming van leden

Bij koninklijk besluit van 12 juli 2016, dat uitwerking heeft met ingang van 1 juni 2016, wordt eervol ontslag uit hun functies van leden van het Beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor zelfstandigen, ingesteld bij de Dienst voor uitkeringen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, verleend aan de dames VAN der BORGT, Anneken, werkend lid en SONGA, Bélise, plaatsvervangend lid.

SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE

[C – 2016/22329]

Institut national d'assurance maladie-invalidité. — Comité de gestion de l'assurance-indemnités des travailleurs indépendants, institué auprès du Service des indemnités. — Démission et nomination de membres

Par arrêté royal du 12 juillet 2016, qui produit ses effets le 1^{er} juin 2016, démission honorable de leurs fonctions de membres du Comité de gestion de l'assurance-indemnités des travailleurs indépendants, institué auprès du Service des indemnités de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, est accordée à Mmes VAN der BORGT, Anneken, membre effectif et SONGA, Bélise, membre suppléant.